

Résistance policière / policiers résistants

Jean-Marc Berlière

A propos de *5000 policiers en résistance. Répertoire de la résistance policière (1940-1945)*, édition les livres de l'îlot, 24190, Neuvic sur l'Isle, 2025.

Le « *police bashing* » actuel (« Tout le monde déteste la police », « un bon policier est un policier mort », « la police tue », ACAB -all cops are bastards-...) est malheureusement bien représentatif d'un temps où le manichéisme règne en maître, où toute nuance, toute tentative de compréhension et d'explication sont assimilés à de la complaisance et classent immédiatement leurs auteurs dans le mauvais camp.

L'image noire de la police tient à différentes causes, notamment la période de la guerre d'Algérie (le drame du 17 octobre 1961) et celle de l'Occupation. Pour cette dernière, les choses sont claires pour ceux qui croient savoir et diffusent des images simplistes : les policiers sont des collabos, « pires que les SS » qui, incarnent la partie la plus visible de la collaboration -arrestations, « rafles », garde et protection des services et des lieux de plaisir de l'occupant. C'est au point que, des discours présidentiels aux publications d'historiens et d'auteurs engagés¹ (et je ne parle pas des médias !) la France, les Français, « Vichy », la police française se voient attribuer depuis Paxton le premier rôle dans le crime que constitue la « solution finale de la question juive » au point que les nazis, l'occupant, les SS, Himmler, Heydrich, Hitler, mais également la défaite, l'armistice, l'occupation ont disparu des discours commémoratifs et mémoriels

Ai-je besoin de dire que dans l'ambiance actuelle, face à cette recherche permanente de culpabilité qui s'apparente souvent à de l'autoflagellation, évoquer une résistance policière, des policiers résistants... suscite au mieux l'incrédulité quand ce n'est pas le soupçon et des accusations diverses : essayer de contextualiser, rappeler les faits, les rôles réels et les responsabilités, c'est faire acte de complicité avec la droite

¹ Un exemple : « Le 16 juillet 1942, il y a eu 7000 assassins en uniforme, tous français, tous glorieux, tous ignobles. Intermédiaires de la Gestapo, drapés dans le respect de la légalité et confortés dans leur haine de l'étranger, ces représentants qualifiés de la répression préparaient, à l'aube naissante d'un matin d'été, ce génocide dont ils portent à mes yeux la plus grande part de responsabilité pour la France. Bien plus que les Allemands... » (Maurice Rajsfus, *Opération étoile jaune*, Le Cherche midi, 2002).

extrême, être considéré comme un nostalgique de l'Etat français, de Pétain... L'histoire, la rigueur historique qui devraient servir de boussole sont balayés.

Pourtant, dans un pays occupé, mais qui a conservé un gouvernement légal sinon légitime, un gouvernement porteur d'un projet idéologique qui présente bien des traits communs avec l'idéologie du vainqueur, des policiers, pris entre leur devoir professionnel, leur culture d'obéissance et la morale, mais aussi le sens de l'honneur, le patriotisme n'ont pas hésité à désobéir donc à résister aux ordres, aux pressions et menaces.

Face à une opinion incrédule voire hostile, il était donc crucial, « d'utilité publique » - morale, et historique- d'étudier ce sujet « scandaleux ». Mais pour dépasser les idées convenues du prêt-à-penser, il fallait s'attaquer à une tâche difficile, délicate complexe, énorme, ...

Et d'abord répondre à cette question : qu'est-ce que résister pour un policier ?

Un geste de compassion, un avertissement, un regard détourné sont importants et sauvent des vies mais ne laissent pas de trace. Qu'est-ce qu'un résistant ? Qu'est-ce qu'un policier résistant ? Un membre déclaré d'un réseau ou d'un mouvement homologué, un détenteur du CARIF (certificat d'appartenance à la résistance intérieure française) sur l'attribution duquel après-guerre, il y aurait beaucoup à dire ? Les titulaires de décorations et autres médailles ? Mais alors *quid* des résistants isolés, des auteurs d'actes individuels ? *Quid* de ceux qui ont prévenu, fermé les yeux, détruit des pièces à conviction, fourni des faux papiers, laissé sciemment s'échapper des gens interpellés, sans papiers en règle sans jamais s'en vanter ? *Quid* de ceux qui, par modestie, discrétion, scrupules n'ont jamais rien sollicité, estimant n'avoir fait que leur devoir : ce qui ne fut pas le cas de résistants d'opérette, d'imposteurs voire d'authentiques crapules qui ont bénéficié d'appuis politiques ou de complicités intéressées pour faire oublier leur passivité ou, pire, leur collaboration active et tromper les instances liquidatrices d'après-guerre comme ce fut le cas de certains membres des « gestapos françaises » et de tueurs de la rue Lauriston. Cela suppose aussi de percer les préjugés et une image noire de la police aggravée par la nécessité du double jeu. Bien garder à l'esprit que, pour saboter la répression, un policier doit y participer et même montrer du zèle pour tromper son monde. Certains sont même entrés sur ordre dans la Gestapo ou dans des officines travaillant pour le SIPO-SD. Ils l'ont fait pour obéir aux instructions de leurs réseaux et ont souvent payé de leur vie ou de leur liberté ces actions dangereuses qui a pu se révéler mortifère à la Libération faute de témoins survivants pour attester du stratagème.

Ensuite il fallait repérer, situer, inventorier une masse considérable d'archives de toutes natures, dispersées dans des centres multiples, puis les analyser, les critiquer, les comparer... afin de ne pas être dupe de leur contenu, et ce faisant percer le silence, la pudeur de ceux qui ne se pensaient pas comme résistants et n'ont jamais sollicité la moindre attestation. Il ne faut jamais oublier dans ce travail la nécessité absolue du secret dans laquelle évoluaient ces policiers vis-à-vis de leurs familles, de leurs collègues, de la hiérarchie, de l'occupant et ses auxiliaires, mais aussi déceler les

imposteurs, les certificats et attestations de complaisance sollicités et produits dès la Libération².

On ne saurait non plus oublier l'attitude de la hiérarchie et de l'administration après la Libération pas plus que celle de juges d'instruction qui avaient délivré des commissions rogatoires dont ils poursuivaient désormais les exécutants. Ces attitudes ont été particulièrement néfastes à la mémoire des policiers résistants. Quelques exemples consternants en attestent : la veuve d'Edmond Dubent, l'initiateur du premier réseau Honneur de la police, mort en déportation, a dû attendre les années 1950 pour toucher une pension dont il avait largement acquis les droits ; les policiers du service des étrangers de Nancy qui ont sauvé près de 300 juifs de la rafle du 19 août et qui n'ont connu que des carrières médiocres, des avancements retardés ; les policiers du Contrôle général de la surveillance du territoire et notamment leur chef, le Contrôleur général Castaing, radié par Vichy, arrêté et déporté par les Allemands pour avoir livré une lutte efficace et impitoyable contre leurs agents et qui ne fut jamais réintégré après son retour des camps : la commission d'épuration confirma sa révocation par Vichy au prétexte que 10% des opérations menées par ce service de Surveillance du territoire concernaient des gaullistes, oubliant que 90% visaient des agents au service des allemands ou des Italiens ; Mondanel, Contrôleur général de la PJ de la SN, arrêté, déporté et jamais réintégré à cause d'arrestations de communistes avant l'été 1941, au temps du pacte Germano-soviétique : on n'en finirait pas de citer les injustices et les malentendus de la Libération, le rôle trouble d'épureurs intéressés, la gêne de la hiérarchie face à une réalité difficile à reconnaître : résister impliquait de désobéir aux ordres, « couler des affaires », donc trahir les chefs, les collègues... autant de très mauvaises notes dans une institution fondée sur la discipline et la culture d'obéissance. À la Libération, les premiers moments d'euphorie passés, il semblait difficile au sein de l'administration de faire la promotion de ce qui est considéré comme une faute professionnelle au sein de l'institution même si, sur le plan moral, ces actions sauvaient son honneur. Et puis, tout considéré, il faut bien voir et comprendre que l'engagement voire le sacrifice des policiers résistants soulignaient avec acuité la passivité ou l'extrême prudence des autres.

Ajoutons pour faire bon poids le discrédit provoqué par l'attitude de certains policiers promus au titre de la résistance qui ajoutèrent la vindicte et l'intérêt à leur incompétence : l'épuration, à la SN, mais surtout à la PP, met en lumière la course aux places, les trafics divers, les liaisons dangereuses (Honneur de la Police avec Joinovici, etc), la médiocrité des « promus » à des postes qui dépassaient leurs capacités, le recrutement et l'inflation massifs de résistants de septembre (les FFS) qui avaient beaucoup à faire oublier et qui n'hésitèrent pas à accabler leurs collègues sur les instructions du PCF qui cherchait à affaiblir une police considérée comme un obstacle à une éventuelle prise de pouvoir.

Et pourtant, en dépit de tous ces obstacles, de tous ses défauts, la résistance des policiers est bien réelle : elle est précoce (dès juillet 1940) ; numériquement et proportionnellement plus importante que celle des autres métiers et corporations (l'armée, les cheminots, la gendarmerie, le monde universitaire, le monde

² Pour n'en citer qu'un exemple Jean-Marie Balestre (Cf. Olivier Pigoreau, *Son âme au diable. Jean-Marie Balestre 1940-1945*, Konfident, 2020).

judiciaire...) et surtout particulièrement utile, voire essentielle : fourniture de faux papiers, destruction de pièces à conviction, renseignements sur les actions ou les opérations répressives prévues, alerte sur les aveux des résistants interrogés -ce qui implique de participer aux interrogatoires- autant de choses que seuls des policiers pouvaient faire... C'est si vrai, les policiers résistants étaient si précieux que les réseaux et mouvements leur imposaient de ne pas démissionner.

Tout ceci permet de mesurer le travail essentiel accompli par Luc Rudolph et son équipe, l'importance et l'utilité de l'outil qu'ils nous livrent. Certes, comme pour tout travail de cette ambition et de cette envergure, on pourra discuter certains développements, contester quelques conclusions, regretter quelques oublis, mais le résultat constitue bel et bien une somme incontournable.

Jean-Marc Berlière (Présentation du livre de Luc Rudolph au musée de la Résistance de Champigny sur Marne, le mardi 16 septembre 2025).

BIBLIOGRAPHIE indicative

Jean-Marc Berlière, *Policiers français sous l'Occupation*, Perrin, Tempus, 2008 (1ère édition, 2000)

– – – – – , *Polices des temps noirs*, Perrin, 2018

Pierre Bouthier, *Nuit et brouillard aux bords de la Garonne – Des policiers dans la France occupée*. L'Harmattan, 2025.

Guy Caraes, *Le Réseau Alliance*. Ouest France, Rennes, 2021

Jean-Paul Faivre, *Policiers et polices dans l'Indochine française (1864-1955)*, Mémoring (2^e édition) 2025, 33590, Saint Macaire.

Gérard Leray, *Charles Porte, le flic de Jean Moulin*, Ella éditions, 28300 Lèves, 2015.

Yves Mathieu, *Le Réseau Ajax. Des policiers dans la Résistance*. Atlande, Neuilly, 2021

– – – – – , *Une Résistance franco-suisse : le réseau Micromégas*, Cabédita, Bière (CH), 2018.

Limore Yagil, *La France terre de refuge et de désobéissance civile, 1936-1944 : exemple du sauvetage des Juifs*, tome I (préf. François-Georges Dreyfus), Histoire de la désobéissance civile : implication des corps de métiers, Paris, Les Éditions du Cerf, coll. « Histoire », 2010, 468 p. (ISBN 978-2-204-08863-3)[5],[18],[19].

– – – – – *La France terre de refuge et de désobéissance civile (1936-1944), tome II : Implication des fonctionnaires le sauvetage aux frontières et dans les villages-refuges*, Paris, Éditions du Cerf, 2010 (ISBN 978-2-204-09393-4)[20],[21].

– , *Désobéir : des policiers et des gendarmes sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2018, 378 p. (ISBN 978-2-36942-655-4)[7],[24].